



Source : site MEEDDM

A la demande du Préfet de région, des réunions de sensibilisation sur le développement du photovoltaïque dans le cadre des orientations du Grenelle de l'environnement ont été organisées par les sous-préfectures à l'automne 2009. Les élus présents ont alors montré un grand intérêt pour cette technologie mais étaient dans l'attente de conseils de la part de l'État : leur souhait étant de trouver un compromis acceptable entre le développement des énergies renouvelables et le respect des équilibres locaux (urbanisme, espaces naturels, agricoles et forestiers, paysage...).

Ces attentes fortes du territoire en lien avec l'explosion des projets depuis mi-2008 environ, nécessitaient qu'un cadre commun de référence soit bâti. Ce besoin d'un référentiel commun s'est concrétisé par une réflexion partenariale décidée par le Préfet de la Drôme, autour d'un document-cadre photovoltaïque qui a été validé le 21 octobre 2010.

Le document-cadre de la Drôme a vocation à traiter de l'ensemble des projets photovoltaïques, quels que soient leurs types. Comme le [schéma éolien](#), ce document n'est pas opposable. Il constitue un cadre de référence pour l'ensemble des acteurs et collectivités locales qui pourront s'en inspirer et décliner, le cas échéant, une partie de ses orientations dans leurs documents d'urbanisme.

Ce document, destiné aux services de l'État, ainsi qu'aux collectivités locales, développeurs et simples particuliers, comprend pour l'ensemble du territoire drômois :

- des éléments de contexte territoriaux relatifs à l'implantation de centrales photovoltaïques ;
- des recommandations et méthodes pour accompagner les projets dès leur genèse et la description des procédures à respecter ;
- une évaluation des risques et opportunités induits par le développement du photovoltaïque et les actions à mettre en œuvre, pour que l'économie locale et l'emploi puissent pleinement en profiter.

Structuration du document-cadre

Le document se présente sous la forme de 22 fiches et 4 cartes, regroupées en 4 chapitres et 3 annexes.

A noter : Ces fiches sont présentées ci-après de façon très succincte de manière à orienter le lecteur vers la problématique qui l'intéresse ; pour plus de détails, il est fortement recommandé de prendre connaissance des fiches complètes.

L'ensemble des fiches est accessible via le [site de l'État](#) dans la Drôme ou directement téléchargeable sur le site de la Direction départementale des territoires à l'adresse suivante : http://www.drome.equipement-agriculture.gouv.fr/article.php3?id_article=1496.

A – Le cadre général

Cette première partie introductive présente, en 3 fiches :

A1 : le contexte national du Grenelle de l'environnement et du développement des énergies renouvelables, les conséquences au niveau local et les raisons qui ont amené la préfecture de la Drôme à élaborer ce document de manière partenariale.

A2 : un état des lieux des technologies existantes et leurs perspectives d'évolution, un point sur la question du recyclage des matériaux.

A3 : l'organisation de la filière professionnelle relative au photovoltaïque et notamment le label « Quali-PV », une liste de critères objectifs permettant de comparer des devis présentés par des professionnels, une mention sur le contrôle de la conformité des installations.

B – Le rappel des procédures

Cette deuxième partie est constituée de 2 fiches thématiques dans lesquelles sont rappelées :

B1 : les différentes procédures et démarches administratives qu'il convient de suivre lors de la mise en œuvre d'un projet photovoltaïque au titre des réglementations suivantes :

Code de l'urbanisme et du patrimoine	<i>→ Déclaration préalable ou permis de construire ? → Portée des avis de l'ABF ?</i>
Code de l'environnement	<i>→ Pour les centrales au sol, étude d'impact et enquête publique ; → Si modification des écoulements ou d'imperméabilisation du sol, dossier « loi sur l'eau » – régime de la déclaration ou de l'autorisation ?</i>
Code forestier	<i>→ Si destruction d'une surface boisée à l'intérieur d'un massif ≥ 4 ha, demande de défrichement ; éventuellement, mesures de réduction ou compensation attachées ? → Si défrichement ≥ 25 ha, étude d'impact et enquête publique.</i>
Droit de l'électricité	<i>→ Si installations ≥ 250 kWc, demande d'autorisation d'exploiter ; → Demande de raccordement au réseau public d'électricité : à faire à ErDF pour les projets ≤ 12 MW ; à RTE pour les autres.</i>

- **B2** : d'une part, les différentes aides (directes et indirectes) et d'autre part, les différents tarifs d'achat dont peut bénéficier le porteur de projet. Sur ce dernier point, des tableaux récapitulent l'ensemble des cas listés par l'arrêté tarifaire, et notamment les conditions requises pour être éligible aux différentes primes en tenant compte des échéances.



Février 2011



Département de la Drôme – Document-cadre photovoltaïque



C – Les éléments de doctrine

Une première fiche **C1** présente rapidement les conditions techniques préalables à l'installation de capteurs photovoltaïques (surface suffisante, inclinaison, orientation, absence d'ombre, ventilation...) et quelques règles de maintenance et d'entretien.

La doctrine, quant à elle, se présente sous la forme de 12 fiches qui peuvent être classées en 4 groupes :

- **3 fiches de recommandations C2 présentent la doctrine départementale par type de projets.**

Les points essentiels à retenir concernent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes intervenant dans la mise en œuvre des centrales au sol ou sur le bâti.

Enjeux environnementaux – paysage, biodiversité, forêt –	→ A défaut d'interdire strictement, il a été décidé de « sanctuariser » certaines zones dites à enjeux majeurs telles que les réserves naturelles, les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique ou encore Natura 2000....
Enjeux agricoles	1. Bâtiment agricole → Privilégier les projets sur les bâtiments <u>existants</u> non patrimoniaux. → Si nouveau bâtiment, mise en place d'un certain nombre de critères permettant d'éviter les projets de bâtiments « alibi » en s'interrogeant sur : la propriété du foncier d'assiette, la nécessité du bâtiment pour l'exploitation agricole, l'identification de l'exploitant, la proximité du bâtiment avec le reste de l'exploitation et les caractéristiques techniques de celui-ci. → Cas particuliers des serres photovoltaïques et des centres équestres. 2. Centrale en zone agricole → Interdiction en zone agricole des POS (NC) et PLU (A). → Si projet en règlement national d'urbanisme (RNU) ou carte communale, mise en place d'un certain nombre de critères permettant d'identifier les surfaces agricoles à protéger en s'interrogeant sur : les déclarations faites à la PAC, l'existence d'investissements publics ayant contribué à l'amélioration des terres (irrigation...), son intérêt vis à vis des exploitations à proximité ou encore son potentiel agronomique.

- **7 fiches de recommandations architecturales C3 fournissent des conseils pour l'intégration de l'énergie photovoltaïque dans le bâti.**

Il s'agit, suivant la **nature du projet** – au sol ou en toiture – et la **typologie du bâtiment support** – habitat individuel / collectif en milieu urbain / péri-urbain, bâtiment agricole / industriel ou encore équipement public – d'un recueil des technologies utilisables et des recommandations sur l'insertion architecturale et paysagère des projets, s'appuyant sur des exemples concrets de bonnes et moins bonnes pratiques observées.

Ces fiches recensent donc :

- les questions à se poser pour aborder et préparer son projet en vue d'une intégration architecturale réussie ;
- les possibilités d'implantation du support photovoltaïque : *panneaux de façade en pignon, garde corps, brise soleil, vitrage de façade, tuiles, panneaux, membrane, verrière...*



Février 2011



Département de la Drôme – Document-cadre photovoltaïque

- **1 fiche C4 décrit les références juridiques et assurantielles relatives à ce type de projets.**

Cette fiche se présente sous la forme d'un répertoire des références juridiques et assurantielles utiles aux investisseurs mais aussi aux collectivités locales qui voudraient se lancer dans le développement du photovoltaïque.

On y retrouve :

- une panoplie des **structures de portage** dont disposent les investisseurs pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'un projet : qu'ils soient entièrement privés (y compris dans le secteur agricole) ou résultant d'un partenariat public/privé ;
- une liste détaillée des différents **contrats** susceptibles d'intervenir entre les acteurs: *bail civil, commercial, emphytéotique, à construction...*

Est également traitée dans cette fiche la question des divers risques liés à l'exploitation : une liste des différentes **polices d'assurance** à souscrire est commentée.

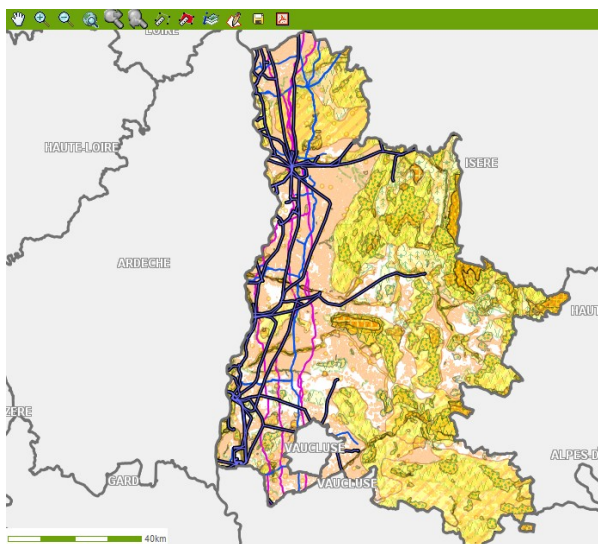
Enfin, un chapitre est consacré aux **montages juridiques** possibles pour les collectivités locales.

- **1 fiche C5 évoque les questions de gouvernance associée aux projets.**

Cette fiche évoque l'aspect gouvernance des projets en invitant les collectivités territoriales :

- d'une part, à avoir une approche intercommunale des projets de développement des énergies renouvelables : *en engageant une réflexion globale sur le territoire et en repérant les secteurs propices et les sites à protéger ;*
- d'autre part, à être très vigilantes sur les opérations de démantèlement et de remise en état des sites après exploitation ; en tant que responsables de la qualité environnementale de leur territoire, les collectivités se doivent en effet, d'intervenir sur ce sujet dès l'élaboration du projet.

D – Le système d'information géographique



Comme le précise la fiche **D1**, le système d'information géographique est constitué de 4 cartes thématiques (enjeux majeurs et forts, ensoleillement et raccordement électrique) qui sont l'émanation de la doctrine départementale concernant, plus particulièrement, l'implantation de **centrales photovoltaïques au sol**.

Une **carte dynamique** permet de visualiser ensemble les cartes thématiques par la superposition des couches de données.

Ces cartes, qui ne sont pas exhaustives, sont fournies à titre indicatif, dans un processus d'**aide à la décision**.

Les annexes

Un glossaire, une bibliographie et la liste des textes réglementant le développement de la filière photovoltaïque complètent le dispositif.

La mise à jour des fiches sera effectuée en tant que de besoin.

Contacts :

Direction départementale des territoires de la Drôme

Service aménagement du territoire et des risques

Pôle connaissance et projets de territoires

Tél : 04 81 66 81 05

Mèl : ddt-satr-pcpt@drôme.gouv.fr